

## PRESSE ET JOURNALISME EN ALGÉRIE

## Un métier qui reste à inventer

*Avec ses 75 quotidiens d'informations générales, l'Algérie est, en la matière et de loin, mieux lotie que les pays qui ont inventé la presse. Mais faut-il tirer gloriole de cette richesse éditoriale ? Nacer Djabi, sociologue et chercheur au Cread, constate, comme de juste, que la presse a raté de produire un métier.*

**Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir)** - Avant-hier, en soirée, chez Hmida Layachi qui, au niveau de sa librairie ornée d'un décor de kheïma, organise depuis le début de Ramadhan les Mille et Une News, il a été question de presse. De thé et de qalb ellouz aussi.

Mais les convives, patrons de journaux, journalistes et universitaires n'avaient pas le cœur aux gâteries tant ils devaient conter la profession telle qu'ils l'exercent ou la voient exercer. Que dire pour ne pas rester dans les lieux communs ? Exercice souvent difficile.

Longtemps les polémiques se sont invitées aux débats ébauchés. Abdou Bouziane trouve de l'utile à ne pas troquer le franc-parler contre le laïus diplomatique. Il faut éviter les discours diplomatiques qui peuvent aboutir à des consensus mous, choisit-il comme entrée en matière. Il ne considère qu'il faille s'enorgueillir du foisonnement de titres comme d'une richesse accumulée.

«Il est inconcevable qu'il y ait en Algérie plus de journaux que dans les pays qui ont inventé la

presse». Il abat sa sentence parce qu'il sait que c'est le pouvoir qui maintient son monopole sur l'Anep, qui a créé une telle situation. Nacer Djabi n'ignore pas cette réalité. Cependant, lui préfère guider sa chevauchée vers d'autres questionnements.

Deux, en somme, pertinents l'un comme l'autre : la presse a-t-elle produit un métier ? Quelles valeurs la presse arabophone défend-elle ? De go, il affranchit deux réponses. «Il n'y a pas des semblants d'entreprises de presse et un semblant de métier» et «la presse arabophone s'oriente dangereusement vers les non-valeurs. Elle commet trop d'atteinte à la dignité et à la vie privée des gens».

Les patrons de presse et les journalistes enragent-ils autant à parler de la profession ? Omar Belhouchet, directeur d'*El Watan*, valide un bilan globalement négatif, dix-neuf ans après le lancement de la presse privée.

«Le dispositif législatif contraignant, comme le code pénal, impose la censure et l'autocensure. On n'ose pas publier certaines enquêtes, de peur de subir



Le journalisme de qualité se meurt.

le chantage des imprimeurs», soutient-il, rapportant des aveux d'éditeurs. «Les journaux sont dans un engrenage financier et commercial infernal. Peu de journaux parviennent à faire face aux factures des imprimeurs».

Pour Belhouchet, c'est le système dans lequel elle évolue qui maintient la presse dans la précarité. Le patron d'*El Watan* déplore aussi que la corporation soit autant divisée, qu'il s'agisse d'éditeurs ou de journalistes.

«La division est un cas singulier au Maghreb», affirme-t-il. Arous

Outoudert, directeur de publication de *Liberté*, ne partage pas le pessimisme de Omar Belhouchet. Pour lui, il y a de quoi espérer, même s'il reconnaît que la qualité a déperissé au fil des années.

«Il y a eu deux phases d'évolution de la presse : l'aventure intellectuelle du début des années 90 que le pouvoir, lui, comprenait comme un alibi démocratique et les travers générés

par la suite par l'engrenage imposé par le factuel sécuritaire. On ne savait pas écrire sur autre chose, après la fin du terrorisme».

Arous Outoudert met, par ailleurs, une audace à évoquer les manquements des gestionnaires qui n'ont pas su hisser les journaux au rang d'entreprises. Que faire ? Pour le responsable de *Liberté*, il est impératif de tenir les états généraux de la presse.

Côté journaux arabophones, on sentit sourdre des envies de polémiques.

Ali Fodhil, patron de *Echourouk*, trouve en l'occasion une opportunité de rappeler ses 800 000 exemplaires tirés. Il fait aussi cas d'un engagement qui l'oblige à partir dès qu'il ait fait remarquer que la presse reflète ou subit les contrecoups de la congélation de la classe politique.

Pas évident de lier en l'espèce l'effet à la cause. Hadda Hazzam, patronne d'*Al Fadjr*, avoue, pour sa part, n'avoir plus envie de faire un journal quand elle voit chaque matin la presse à scandale. Elle se suffit de cette pique, sans nommer à qui elle la destine.

Naâma Abbas, directrice d'*Horizons*, note elle, un peu dépitée, que l'on a toujours tendance à oublier que la presse publique existe. C'est Abdou Bouziane qui prend sur lui de rebondir sur la remarque : «Dans une économie de marché, je ne peux concevoir une presse publique. Je ne parle pas des journalistes qui y exercent.» Cela étant, s'il n'y avait pas des journalistes pour le dire, la précarité professionnelle n'aurait peut-être pas été citée comme l'une des causes qui font que le journalisme de qualité se meurt.

Quelles perspectives pour la presse ? On en est juste à sérier les préliminaires.

S. A. I.

## DISTRIBUTION DE L'ÉLECTRICITÉ

## Bouteflika appelle à lever les entraves bureaucratiques

*La distribution de l'électricité ne doit pas être perturbée par des entraves bureaucratiques, a tenu à souligner le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a auditionné, hier, le ministre de l'Energie et des Mines.*

Le chef de l'Etat a relevé que «le pays engage des montants importants pour porter les capacités de production d'électricité au niveau de la demande locale». Néanmoins, il a donné ordre de «mettre un terme aux entraves bureaucratique perturbant la distribution, pénalisant le consommateur».

Un «ordre» présidentiel appuyant tacitement les explications apportées par les responsables du secteur de l'énergie et imputant les récurrentes coupures de l'énergie électrique au manque d'assiettes foncières pour la pose de transformateurs et postes de distribution.

Pour le chef de l'Etat, «ce genre de situation doit connaître un dénouement définitif et le gouvernement est chargé de le prendre en main dès à présent de sorte à éviter la réédition des difficultés rencontrées cet été». Cela étant, Abdelaziz Bouteflika a relevé «les

importants» efforts publics déployés pour améliorer l'alimentation de la population en électricité et gaz, indiquant que ces efforts devront se poursuivre durant les cinq prochaines années, avec comme objectif la généralisation de l'accès des foyers à l'électricité ainsi que la poursuite de l'amélioration du taux d'accès des familles au gaz naturel à travers toutes les localités du pays.

## Vers un fonds pour les énergies renouvelables

Auparavant, le chef de l'Etat a instruit le gouvernement de «veiller à bien faire progresser l'important portefeuille de projets industriels en aval qui sont en cours ou en voie de mise en chantier dans le secteur de l'énergie, qu'il s'agisse du raffinage ou qu'il s'agisse des autres industries pétrochimiques». Dans le même temps, Abdelaziz Bouteflika a chargé le gouvernement d'œuvrer à prolonger



«Une situation qui doit connaître un dénouement définitif.»

le plus longtemps possible la durée de vie des gisements pétroliers et gaziers du pays. «Cela exige la poursuite de l'exploration de nouveaux gisements et de leur mise en exploitation.

Cela invite aussi à l'encouragement des économies d'énergie

dans tous les domaines, y compris par le recours à des technologies de faible consommation dans l'éclairage domestique.

Cela doit nous conduire à nous mobiliser davantage pour le développement des énergies renouvelables», a déclaré le président de

la République. A cette occasion, le Chef de l'Etat a chargé le gouvernement de mettre sur pied un fonds pour le développement des énergies renouvelables qui sera alimenté à partir de la fiscalité pétrolière.

C. B. / APS